



Déclaration liminaire des représentants CGT au CHS-C.T du VAL DE MARNE du 02 février 2016

Mardi 26 janvier, les agents des 3 fonctions publiques étaient appelés à se mettre en grève et à manifester. 30 % des fonctionnaires ont fait grève, 22,49 % à la DDFIP, 25 % à la DGFIP et plus de 40 % dans certains départements. Il est grand temps d'augmenter les salaires bloqués depuis juillet 2010 et d'arrêter les destructions d'emplois dans les services publics et aux finances.

C'est aussi ce que les collègues de VIERZON ont dit en se mettant en grève à plus de 75 % le mardi 19 janvier 2016, grève reconduite depuis deux semaines chaque jour. La direction générale doit recevoir les grévistes de VIERZON et satisfaire leurs revendications exigeant l'arrêt des suppressions d'emploi et la création des emplois nécessaires au service public.

Jusqu'à présent, les choix politiques qui se succèdent ne cessent d'affaiblir le service public notamment aux finances. La diminution du nombre d'emplois contribue à accentuer la dégradation des conditions de vie au travail. Dans le cadre du CHS-CT, nous avons malheureusement de plus en plus de cas de témoignages de souffrance au travail. L'augmentation du nombre de fiches de signalement ne fait que confirmer ce constat.

L'année dernière, nous avons participé à un CHS-CT extraordinaire suite au suicide de l'un de nos collègues de l'HAY LES ROSES.

La pression au travail ne cesse d'accroître.

La hiérarchie est parfois en cause, mais ce sont surtout les situations de polyvalence ou de réorganisation au sein des services, ou encore l'augmentation de la charge de travail entraînant un stress traumatique; parfois l'ensemble de ces phénomènes sont conjugués. Cesser de supprimer des emplois et même en créer aurait pour conséquence une diminution du stress au travail.

Mais dans notre direction, ce sont 47 suppressions d'emplois qui s'ajoutent aux 100 vacances d'emplois. Le même sort attend les collègues des douanes à court terme puisqu'il est prévu la suppression de 2500 à 3000 emplois d'ici 2018 (sur 16 500 collègues).

Dans nos services, les réorganisations sont incessantes, tant en terme de métier que de modification du lieu de travail. C'est ce que l'on constate avec les fusions de SIE, la suppression de 10ème brigade de vérification, le transfert de la Recette des Finances.

La réalité du terrain est bien différente de ce que l'on veut bien nous communiquer sur papier. L'absence de volonté et de moyen pour améliorer la santé des agents est évidente, l'absence de médecin de prévention en est une parfaite illustration. Qu'en est-il en outre des visites obligatoires des agents ?

La CGT Finances vous rappelle une nouvelle fois son opposition aux restructurations, aux fermetures de services dont les seuls objectifs sont les suppressions d'emplois qui ont pour conséquence une dégradation toujours plus grande du service public et des conditions de travail.

Notre société vit une crise économique, sociale et désormais sociétale. Dans ce contexte, le rôle du CHS-CT a toute sa place. A vous, dans le respect d'un dialogue social de qualité, des préoccupations et des besoins des agents, de le faire vivre !!!